

RESTAURATION DE L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT
DANS LA WILAYA DE BOUMERDÈS

L'inévitable confrontation
avec les marginaux

Constructions illicites, accaparement de terres domaniales, prolifération de bidonvilles, exercice illégal du commerce et mainmise sur les rues, les trottoirs et autres espaces publics, violation des règles d'hygiène, décharges sauvages, agression à l'environnement, destruction du rivage, pillage de sable... la liste des méfaits enregistrés quotidiennement dans la wilaya de Boumerdès est encore longue.

La situation devient scandaleuse ! Ce n'est plus un journaliste qui dresse un autre sinistre bilan, mais l'amer constat émane de la première autorité de la wilaya de Boumerdès.

Dans certaines localités, à l'exemple de Bordj-Menaïel, Khemis-El-Khechna, l'absence de gestion rationnelle des collectivités locales et des espaces publics a été telle qu'elle a atteint le point de non-retour. Les lois du pays ont été bafouées sans que les responsables concernés lèvent le petit doigt. Les citoyens parlent de complicité. En outre, le développement de la wilaya est lourdement handicapé par le fonctionnement déliquescant des institutions locales. «La clochardisation» des centres urbains est à son paroxysme. Le wali Brahim Merad a établi, à son arrivée, ce diagnostic et tire la sonnette d'alarme. Le 19 octobre dernier, nous écrivions, au sujet de quelques ambitions de développement exprimées par le premier responsable de la wilaya : «Quelle que soit la justesse du plan préconisé pour une amélioration du cadre de vie des populations, celui-ci est voué à l'échec s'il ne procède pas d'un choix clairement assumé : éviter une confrontation avec les groupes d'intérêts locaux et les individus activant en marge de la légalité ou tout simplement se résoudre à appliquer rigoureusement les lois de la République.» Il est évident que le wali, au vu de ce qui se passe dans les communes, est

déterminé. A l'adresse des élus locaux et des responsables de l'exécutif et au constat de ce qui les attend comme tâches, M. Merad lancera : «Que celui qui a peur rentre chez lui.» Avant de menacer : «Celui qui nous bloquera nous le dénoncerons publiquement, et ceux qui se croient intouchables, nous les briserons même si l'on doit tomber avec eux.»

Des images affligeantes

Le wali a dressé l'état des lieux de la wilaya dont il a nouvellement la charge lors de la réunion qu'il a présidée, le dernier mardi de l'année 2008, et qui a regroupé les directeurs et les principaux responsables de l'exécutif, les P/APC et les membres de l'APW. Ont assisté également à cette réunion, le président de la cour de Boumerdès, le procureur général, le colonel, chef du groupement de la Gendarmerie nationale, et l'adjoint du chef de la Sûreté de wilaya de Boumerdès. A l'ouverture de cette rencontre ayant pour ordre du jour la restauration de l'autorité de l'État et la nécessité de l'application des normes de droit, le wali a inventorié les maux dont souffre la région. Les interventions du chef de l'exécutif étaient soutenues par la projection dans la salle de photos. Ordures dans les rues des centres urbains, y compris le chef-lieu de wilaya, décharges d'ordures ménagères sauvages créées par les communes, accaparement de terrains

domaniaux par des individus qui n'hésitent pas à user de violence, constructions illicites où sont impliqués des responsables et des élus, création de bidonvilles, destruction des plages par les pilleurs de sable qui financent le terrorisme. «Est-il possible de vivre une telle situation en Algérie et en 2008 ? Nous avons tout simplement failli à nos responsabilités», déplorera le wali. L'assistance est restée muette.

La justice et les services de sécurité interpellés

Les intervenants, des P/APC notamment, ont déploré le fait que les services de sécurité refusent de les assister pour mettre fin aux activités illégales dans leurs communes. Ils ont cité, entre autres, les constructions illicites et le commerce informel. En guise de réponse, les officiers présents ont invoqué le manque d'effectifs. Ils n'ont pas, par ailleurs, caché que très souvent, ils s'abstenaient d'intervenir pour éviter des émeutes. Insinuent-ils que les paisibles citoyens soutiennent des individus qui piétinent les lois de la République ? Serait-ce en outre un aveu public sur une vocation tant décriée par la classe politique du pays octroyant ainsi aux services de sécurité le rôle de régulateur politique délaissant par la même la fonction de l'application stricte et neutre des lois du pays à l'ordre public ? De plus, très souvent, policiers et gendarmes invoquent le chômage, la précarité et la situation sociale, certes déplorable de la jeunesse, pour fermer les yeux sur les violations de la loi. Le racket auquel sont soumis les automobilistes et l'accaparement des trottoirs pour vendre

illégalement des produits douteux en sont des exemples. Malheureusement, ces dépassements ont atteint des proportions alarmantes. Ce sont désormais des officiels qui le constatent. En tout état de cause, répondant à un intervenant, le wali a dit : «Nos services de sécurité sont bien équipés, et en devises !» Et d'ajouter : «J'enregistre la disponibilité des services de sécurité.» C'est une manière subtile de les interpeller publiquement en leur demandant de faire leur travail contre, selon la terminologie de M. Merad, «cette nouvelle forme de terrorisme».

Cette lutte sera-t-elle menée à son terme ?

Au cours de ce rassemblement, les directeurs de la réglementation (DRAG), de l'urbanisme et de la construction (DUC), du commerce et de l'environnement sont intervenus pour faire de manière succincte un état des lieux. Ces responsables ont surtout rappelé l'arsenal juridique en matière de lutte et d'éradication des fléaux, objet de cette réunion. Au demeurant, aucun responsable ni élu parmi l'assistance n'est censé l'ignorer. Au sortir de cette réunion, l'on considère que le constat a été fait et la résolution d'étaler dans la durée la lutte est également prise. Cependant, quelques questions subsistent. La détermination sera-t-elle à la mesure des dégâts causés et des désagréments subis par les citoyens quotidiennement ? Cette lutte sera-t-elle conjoncturelle, le temps à l'administration de redorer son blason à la veille d'un scrutin électoral important pour le régime politique en place ? Ira-t-elle au-delà d'avril 2009 ?

Abachi L.

FINANCEMENT DES COURS DE SOUTIEN À SKIKDA

Le ministère de la Solidarité et la Fédération des parents d'élèves mis à l'index

Le paiement des enseignants assurant des cours de soutien dans les établissements scolaires a fait l'objet d'un débat lors de la quatrième session ordinaire de l'APW, tenue mardi et mercredi et réservée à l'examen et à l'adoption du BP 2009 et au dossier des routes.

En effet, le montant de 750 millions accordé au titre du BP 2009 n'a pas fait l'unanimité au sein de la salle.

Les élus ont demandé qu'il soit revu à la hausse en vue de couvrir le déficit enregistré en la matière, estimé, selon les dires du directeur de l'éducation de la wilaya de Skikda, à 575 562 000 centimes. L'un d'eux ira jusqu'à proposer une enveloppe financière de l'ordre de 2 milliards de centimes. «Qu'est-ce que c'est que 2 milliards de centimes quand on sait que la récolte engrangée ce sera un classement honorable pour la wilaya dans les examens du bac et du BEM ?» Un deuxième soulève le point des arriérés de salaire des enseignants. «Des enseignants n'ont pas perçu leurs salaires en 2007», dira-t-il. Des propos que réfute le directeur de l'éducation : «Tous les enseignants ont été payés.» Il nuance : «Certes, ils n'ont pas reçu la totalité de leur dû. Cela est dû au fait que, déficit

financier oblige, on a été sommé de les payer moins que prévu. Exemple : un enseignant aurait reçu les honoraires pour 30 heures de cours, alors qu'il en a réellement dispensé 50.» Et d'ajouter, plus explicatif, «Conformément à une circulaire ministérielle, les sources de financement des salaires des enseignants assurant les cours de soutien sont cinq : le ministère de la Solidarité nationale, dans le cadre des postes accordés dans le CPE (actuellement le PID), la Fédération des parents d'élèves, les heures supplémentaires financées par le ministère de l'Education nationale, l'exploitation de l'excédent relatif au volume horaire et la wilaya par le biais de l'APW. Et d'ajouter : «La contribution financière des deux premières citées est inexistante, quoique le rôle de la première soit plutôt axé sur le nombre de postes pourvus. Il ne reste alors que les trois autres pour couvrir les frais en question.» Une situation qui a engendré, selon toujours l'orateur, et comme déjà rapporté, un déficit de l'ordre de 575 562 000 centimes. «Actuellement, tous les lycées et les CEM sont concernés par cette opération. Selon les statistiques, les cours au sein des lycées nécessitent un montant de l'ordre 966 millions de centimes, alors que pour les CEM, il est de

333 millions de centimes. Le total, c'est 1,3 milliard de centimes. Les enseignants du lycée sont payés à hauteur de 280 DA/heure, ceux du CEM le sont à raison de 170 DA/heure». En détaillant, il déclare : «Le budget consacré n'est pas uniquement destiné au paiement des enseignants.

Il a été réparti de la manière suivante : 70% sont destinés aux heures pédagogiques et 30% aux heures administratives.» D'où la révision à la hausse de la rétribution. Selon les dires d'un enseignant, «en vérité, enseignants du lycée ou du CEM, nous sommes payés de la même manière, soit 170 DA/heure. Ce qui demeure insuffisant. Il aurait été plus équitable de rétribuer les enseignants à raison de 400 DA/heure». Un autre dira : «Moi, j'ai fait le serment de faire les cours à titre gracieux. Si on me paye c'est bien, si on ne me paye pas c'est encore mieux.» A l'issue du débat, la salle a adopté, suite à une proposition du wali, le montant contenu dans le rapport élaboré conjointement par la DAL et la commission économique et de l'équipement de l'APW. Il sera destiné, en attendant d'autres régularisations à introduire au titre du BS 2009, au paiement des arriérés de salaire au titre de la saison scolaire 2007/2008.

Zaïd Zoheir

JIJEL

Y aurait-il de sots métiers ?

Plombier, serrurier, plâtrier, soudeur ou encore carreleur semblent être des métiers en voie d'extinction dans une ville comme Jijel, au moment où le marché local du travail est fortement demandeur de bras spécialisés dans ces activités. Des activités qui paraissent s'éroder avec le temps qui passe, au fur et à mesure que de nouvelles habitudes de vie, de consommation et de travail se développent dans la société. Wilaya-chantier, au vu des importants investissements publics consentis, et naguère pourvoyeuse de main-d'œuvre du bâtiment, Jijel vit aujourd'hui une vraie pénurie dans presque tous les corps de métiers liés à ce dernier secteur, pourtant en pleine expansion au regard des constructions publiques et privées qui poussent un peu partout. Pour preuve, l'immense chantier de construction du nouveau pôle universitaire de Tassoust, à l'entrée est de la ville de Jijel, occupé par près d'une trentaine d'entreprises, souffre d'un déficit notoire en main-d'œuvre, à en croire les responsables locaux chargés du suivi du projet. Vérité amère, il est aujourd'hui infiniment plus facile de décrocher un rendez-vous chez un cardiologue ou chez d'autres médecins spécialistes qu'auprès d'un simple plombier. La rareté de ces travailleurs manuels si utiles à la collectivité se mesure à l'aune de la forte demande exercée sur eux pour de petites interventions, des «bricoles» domestiques qui nécessitent toutefois leurs mains expertes.

En ville, les enseignes d'ateliers de plomberie qui fleurissaient çà et là ont tout simplement disparu du paysage urbain pour laisser place à d'autres activités commerciales certainement plus lucratives, plus rémunératrices et assurément moins contraignantes. Un annuaire téléphonique datant de la fin des années 1950 renseigne mieux que tout autre discours sur un autre temps, celui — béni — de la prolifération, dans la cité, de plombiers, brocanteurs et autres ferblantiers, pour la plupart formés sur le tas, à une époque où les rares centres de formation n'étaient pas facilement accessibles aux Algériens. De nos jours, arriver à «dégoter» un plombier n'est donc pas une sinécure, tant ce spécialiste de la pose de robinets d'eau, de gaz ou de réparation des fuites d'eau s'est mué en «oiseau rare», lui qui, une caisse à outils en bandoulière, sillonnait, il n'y a pas si longtemps, les rues de Jijel à bord d'une petite voiture utilitaire ou d'un tricycle pour proposer ses précieux services.

La formation professionnelle boudée ?

Et ce n'est pas fini : dans une localité de la wilaya, un établissement de formation professionnelle et d'apprentissage est désespérément peu fréquenté par la jeunesse locale qui préfère s'adonner à d'autres activités, et ce sont surtout des jeunes d'une wilaya limitrophe qui sont pensionnaires de cette infrastructure éducative. Pourtant les mesures incitatives imaginées par les pouvoirs publics dans le but d'encourager les plus jeunes à opter pour des formations liées à des secteurs d'activité prioritaires comme le bâtiment, ne manquent pas, y compris une augmentation substantielle des bourses de stage. Des chantiers ont été boudés ou désertés par de nombreux travailleurs versés dans ces métiers auxquels, visiblement, ils préfèrent la vente illicite de téléphones portables ou autres pacotilles *made in*.

La formidable expansion du marché du téléphone cellulaire et sa «démocratisation» semblent en effet absorber une bonne partie de cette main-d'œuvre comme on peut le constater dans certains endroits de la cité littorale où des grappes humaines, agglutinées notamment près de la grande mosquée, s'adonnent à des transactions autour de ces téléphones et d'autres accessoires de la télécommunication, désormais à la portée de tous. En conséquence de cet état de fait pour le moins déplorable, comment les anciens de la ville, de nombreux projets de développement socio-économiques accusent quelquefois des retards considérables dans une région où les habitants, les jeunes en particulier, seraient bien inspirés de méditer l'adage selon lequel «il n'est point de sot métier».

APS